

SCHAEFER Gérard, Head of International Office, Regional Institute of Social Work of Lorraine, France

IRT de Lorraine, 41 avenue de la Liberté – Le Ban Saint Martin – CS50029, France, 57063 Metz cedex 2
Gerard.Schaefer@irts-lorraine.fr

Ethical issues for social workers. Teaching about the religious fact from the perspective of the concept of secularism. In France, the separation between State and religion has an important impact on political life and citizenship. In recent years, many social facts were presented from the perspective of religious conflict. People often believe that the problems in society are rooted in communalism. Therefore, to assure social cohesion, it is necessary to preserve public and secular institutions. How schools in social work can face these challenges and propose training to social workers that offer a high level of social and intercultural skills?

Enjeux éthiques pour travailleurs sociaux dans un contexte de crise. Quand l'enseignement du fait religieux permet de s'appropriier la question sociale depuis le prisme du concept de laïcité.

Pourquoi l'être humain sent-il le besoin d'interpréter la réalité quotidienne à partir du lien que celle-ci a pour le sujet ou son semblable ? Donner du sens, lire les signes, interpréter l'irrationnel sont autant de pratiques qui resurgissent en contexte de crise et qui questionnent de manière nouvelle la nécessité d'une cohésion sociale durable des peuples. Décrypter les représentations sociales, réunir l'espace d'une rencontre des réalités qui s'opposent (richesse/pauvreté, autonomie/dépendance) offrent par ailleurs autant d'occasions pour appréhender l'être humain dans sa réalité individuelle et dans son expression collective. Prétexte à une renégociation de la vie en société au sein d'un espace public partagé, ces questionnements trouvent toute leur légitimité dans le champ de la formation lorsqu'il s'agit de préparer des professionnels de l'action sociale à intervenir dans un monde global.

A qui profite la crise ?

Passé le moment de l'étonnement face à l'événementiel ou à l'accidentel de la vie, il n'est pas rare de voir s'élever des voix qui après-coup réintroduisent le doute –voire le soupçon– quant à la réalité de ce qui est donné à voir ; ou alors qui proposent une interprétation suffisamment audacieuse pour que le caractère inédit du fait de société suffise à lui seul pour en faire sa promotion. Chaque époque véhicule ses effets de mode. Pourtant, dans un monde globalisé, il n'en demeure pas moins que par le pouvoir des mots ou le choc des photos une partie de la société peut basculer d'un instant à l'autre dans une frénésie telle que ni le délire des personnes ni les dérives des institutions ne peuvent contenir la multiplicité des productions de sens. C'est dans cet environnement que l'intervention sociale est amenée à s'exercer et que s'élaborent les outils pour intervenir en qualité d'acteur social dans une société en pleine mutations.

Par crise, nous entendons le fait de pouvoir passer en une fraction de seconde d'une situation de profit à celle de perte ; laissant libre cours à la folie de s'installer dans un corps ou à une pratique illicite de s'instituer en norme du bien commun. En période de crise, « il n'y a plus rien (ou pas grand-chose) de commun, entre les inclus et les exclus. C'est à partir de ce rien, à partir de l'altération du lien relationnel entre inclus et exclus que l'on doit s'efforcer de comprendre la nature profonde de l'exclusion pour la faire cesser. A condition qu'on veuille la faire cesser » (Maisondieu, 1997, p. 12). Les travailleurs sociaux et acteurs de la solidarité appartiennent-ils aux « inclus » de la société ? Que vivent les personnes qui se préparent à intervenir dans le cadre

d'une mission d'Etat au moment d'intervenir au nom de la cohésion sociale ? Comment permettre aux professionnels d'acquérir la compétence de reconstruire le lien social alors que l'institution qui les emploie se montre critique à toute forme de symbolisation capable de « fixer » le désordre (Grivois, 1991) au-delà du réel ?

Au sein de la société moderne, les crises sont multiples et avec elles les effets qu'elles engendrent : perte de confiance, crise d'identité, disqualification morale, déstabilisation psychologique, etc. Par le passé, en guise de réponse face aux déstabilisations sociales, certaines périodes critiques ont vu fleurir le « retour » à des pratiques ancestrales ou coutumières, voire à un langage symbolique assumé par une communauté d'appartenance ou de conviction. Aujourd'hui, ce sont les frontières entre l'espace public et l'espace privé qui semblent être à renégocier. Les libertés individuelles et les droits des collectifs sont également d'actualité et proposent sans cesse de nouveaux aménagements –accommodements raisonnables¹– et des régulations d'une justice sociale jamais acquise.

Vers un nouveau paradigme sociétal ?

L'entrée dans le XXI^{ème} siècle s'est accompagnée d'une prolifération de faits divers qui ont souvent été récupérés pour servir le renforcement de politiques sécuritaires et éveiller des doutes quant à la dignité de l'autre homme. Parallèlement, l'augmentation de personnes qui mettent fin à leur vie de façon anticipée (dérives sataniques chez les jeunes, épuisement professionnels chez les adultes), la médiatisation spectaculaire de catastrophes naturelles ou l'annonce d'une fin du monde pour le 21 décembre 2012 ont constitué un terreau social favorable pour que des manifestations « spirituelles » voient le jour à l'échelle planétaire². Faut-il alors s'étonner que des hommes politiques acceptent de passer pour des leaders charismatiques ou s'acointent avec des manifestations du religieux ?

La société change et avec elle les repères qui jusque-là servaient de cadre de référence au vivre ensemble. Repères et valeurs sont bien présents, mais jaugés à l'aune de l'affect qui lie les individus au sein de leurs communautés de référence, ils prennent l'allure d'une quête incessante dont seule l'errance des personnes semble pouvoir rendre compte. Une errance qui trahit le recours aux « histoires uniques » (Chimamanda Adichie, 2009) et qui s'épuise à s'attacher à des succédanés de symbolique. Une errance qui questionne de manière nouvelle l'idée de l'approche d'autrui en toute sécurité depuis le lieu de sa transcendance. Après le « désenchantement » du monde (Gauchet, 1985), puis son « réenchantement » (Maffesoli, 2007), c'est à « l'âge séculier » (Taylor, 2011) que nous invite la modernité. Un âge, où « la demande sociale de religieux insiste sur la spiritualité et prend des allures de mystique ». Un âge où les liens communautaires se délocalisent et provoquent « une resacralisation des lieux qui s'accompagne d'une inflation commémorative » (Willaine, 2010, pp. 101-102). Une modernité qui, sous couvert du voile de « la religion », s'interroge peut-être autant sur elle-même et son « style de vie », que sur ses « communions humaines » (Debray, 2005).

¹ Si l'expression d'accommodement raisonnable est beaucoup en usage au Québec, celle-ci rencontre actuellement en France des réticences, considérée par d'aucuns comme relevant de « revendications communautaristes ».

² Cf. Rapport de la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (Miviludes), la résurgence de discours apocalyptiques à l'approche de 2012 : du mythe de la fin du monde à la réalité d'un risque accru de dérives sectaires, du 15 juin 2010.

Interpréter les événements sociaux (faits divers) constitutifs du lien social et traduire la multiplicité du réel sans verser dans un discours générique à propos du religieux en société (fait religieux) n'est pas chose facile. Certes, la technique a réalisé de bouleversantes prouesses au point d'offrir l'image d'un homme qui évolue dans l'espace. Elle n'en a pas pour autant amené l'homme à abandonner ses superstitions liées au « génie du *Lieu* » (Levinas, 1976, p. 325) ou à se passer du sacrifice d'autrui pour mieux se préserver d'une responsabilité en présence de son semblable (Levinas, *Autrement qu'être ou au-delà de l'essence*, 1996). Comme les langages ne suffisent plus à déchiffrer le monde, ce n'est plus seulement à une « incomplétude symbolique » (Le Gaufey, 1991) à laquelle les hommes sont confrontés, mais à une errance collective où l'intérêt pour l'autre passe par un discours où s'instaure « ce qui échappe » tout en « faisant corps » dans des discours en proie au défilé de l'imaginaire (Marty, 1990).

Laïcité, fait religieux et question sociale

En France, depuis la loi du 2 janvier 2002, le secteur social a connu de multiples réformes et adaptations des cursus de formation et de professionnalisation. Parmi ces modifications, l'actualisation du diplôme d'Etat d'assistant de service social (2004) a introduit de façon explicite dans l'acquisition des compétences la mention de « la philosophie, l'éthique et l'histoire des religions » comme un préalable à l'intervention professionnelle : connaître, observer et analyser les éléments d'une situation individuelle, collective (d'une population), d'un territoire d'intervention, et anticiper leur évolution pour mieux s'inscrire dans un travail partenarial. Faire apparaître l'« histoire des religions » comme une donnée de l'enseignement surprend à peine, tant la laïcité en France se décline à partir du temple du savoir (l'école républicaine) et que l'aménagement de la diversité et de la différence au sein de cette démocratie moderne se règle de préférence par des dispositions légales plus que par des concertations ou des accommodements préalables.

Avec la loi pour seule foi, l'Etat républicain s'est retrouvé bien vite confronté à l'inculture des siens face au culte des autres et à la nécessité de conjuguer de façon nouvelle le désir de liberté des minorités avec l'affirmation identitaire des individus. Soucieux de paraître moderne sans manquer de fidélité à la tradition républicaine, l'Etat français fait souvent figure d'outsider, tant sur la scène internationale que dans un contexte plus spécifiquement national. Si les faits de société pour venir illustrer les décalages culturels et cultuels au sein des démocraties modernes foisonnent. Les essais pour en mesurer la « pathologie » (Fleury, 2005), la « complexité » (Maclure & Taylor, 2010) ou l'hétérogénéité des concepts (Hervieu-Léger & Azria, 2010) permettent pour le moins de restaurer une distance réflexive sans nier la nécessaire proximité –de corps si ce n'est de cœur– requise pour appréhender le « numineux » (Rudolf Otto) à partir de l'homme et de ses rapports à l'autre et aux autres ; sans pour autant exclure ce que l'Autre pourrait révéler de lui-même (Ménard, 1987).

C'est en parallèle aux préoccupations de l'Etat avec la question du « fait religieux » (Régis Debray, 2002) et des « principes républicains et de la laïcité » (Bernard Stasi, 2003) que le secteur social a par ailleurs été sollicité pour venir en soutien aux politiques publiques. Traversé par une réforme de ses institutions et par une réorganisation territoriale, l'Etat français s'est attaché aussi bien à la réforme des professions et formations sociales (2004-2009)³, qu'à la gestion économique et

³ Les Diplômes sont construits sur la base de référentiels (référentiel professionnel, référentiel de certification, référentiel de formation). Ils sont accessibles par la voie de la formation initiale, de la formation continue ou de la validation des acquis de l'expérience (VAE). Ils concernent les fonctions d'encadrement (CAFDES, DEIS, CAFERUIS) et les secteurs de la cohésion sociale (ASS, CESF, TISF, AVS), de l'éducation (ES, ETS, EJE, ME, AMP), de l'animation et de la médiation.

pédagogique des centres de formation⁴. Qu'il s'agisse du partage d'informations sociales en vue de coordonner les activités de prévention⁵ ou d'être un « relais » professionnel spécialisé pour les agents de médiation, information et services (AMIS)⁶, les travailleurs sociaux sont de plus en plus sollicités dans leur responsabilité (Piquéras, 2005) et leur éthique « en tous lieux » (Bouquet, 2003). Actualité juridique et sociale oblige, le « fait religieux » (Fiand & Jovelin, 2010) met « à l'épreuve » le travail social (Paquet, 2011) et à travers lui les formateurs en charge de la qualification des acteurs sociaux.

Enseigner les principes et valeurs de la République

Au Royaume de la laïcité, les chapelles de toutes sortes pullulent et avec elles les querelles qui les accompagnent. Pourtant, ce dont il s'agit avant tout, c'est de comprendre la personne et sa relation avec les autres hommes. Qu'est-ce qui est en partage avec autrui ? Quelle relation est en mesure d'instituer la socialité sans pour autant nier la résistance éthique d'autrui (Levinas, 1991, pp. 12-22) ? Cette question, qui nous accompagne dans l'élaboration des contenus de l'enseignement et du choix des connaissances à transmettre aux jeunes professionnels en vue du décryptage de la réalité sociale, est également présente à notre esprit lorsqu'il s'agit de rejoindre les étudiants « là où ils en sont » dans leur compréhension et représentation de la réalité (Berger & Luckmann, 1996) ou d'exercer une réflexivité critique et une évaluation sur la démarche proposée et ses effets produits.

Sept années d'enseignement ne sont pas venues épuiser le besoin incessant de renouveler le contenu de l'unité de formation en philosophie éthique qui traite du fait religieux dans un contexte de laïcité républicaine. L'attention aux faits de société d'une part et le souci d'offrir au travailleur social une boîte à outils pour accueillir et interpréter les situations humaines dans des contextes d'intervention diversifiés constituent les principales lignes directrices de cette réflexion ; qui vise autant à respecter l'histoire des personnes, qu'à accompagner ces dernières dans leurs expériences présentes ou à les introduire dans leurs missions futures auprès de la diversité des bénéficiaires de l'action sociale et dans le respect des institutions qui les emploient. Dialogue interculturel, solidarité intergénérationnelle, intervention en solidarité internationale, enseignement des langues dans le cadre du travail social, sont autant d'occasions pour questionner l'être humain et sa dignité et envisager de lui parler afin de mieux « prendre conscience » de « l'altérité prestigieuse d'autrui » (Levinas, 1991, pp. 100-112).

En avril 2011, le gouvernement français dévoilait les mesures préconisées pour l'application de la laïcité dans la République. L'élaboration d'un code de la laïcité (juin 2011), la déclinaison du principe de « séparation » et de « neutralité » de l'Etat, l'instauration d'une journée nationale de la laïcité⁷ et d'une « conférence départementale de la liberté religieuse », la garantie des libertés personnelles non contraires à la cohésion du pacte républicain sont quelques-unes des mesures phares préconisées. Ces mesures sont-elles des réponses appropriées pour servir la cohésion

⁴ Cf. Circulaire interministérielle n° DGAS/ 4A/ DGCL/ CIL3/ 2006/ 390 du 1er septembre 2006 relative à la mise en œuvre des articles 52 à 55 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ; Circulaire N°DGAS/PSTS/4A/2009/71 du 05 mars 2009 relative au guide méthodologique pour le contrôle de la qualité des enseignements dispensés par les établissements de formation préparant aux diplômes de travail social.

⁵ Cf. Article 8 de la Loi n°2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance.

⁶ Cf. Arrêté du 15 mars 2011 relatif au titre professionnel d'agent(e) de médiation, information, services.

⁷ La proposition de résolution en faveur de la journée nationale de la laïcité –« garante de la cohésion républicaine, non fériée ni chômée, fixée au 9 décembre, et permettant chaque année de faire le point sur les différentes actions menées en la matière par les pouvoirs publics, ainsi qu'être l'occasion de manifestations au sein du système associatif et éducatif » – a été soumise à l'Assemblée nationale, le 17 mars 2011, et adoptée par le Sénat, le 31 mai 2011.

sociale ? Ce qui est certain, c'est que dans le cadre d'une formation au travail social, tous ces éléments doivent être non seulement transmis aux professionnels en vue d'une intervention responsable sur le territoire national, mais encore leur permettre d'être opérationnels lorsqu'il s'agit d'intervenir dans un marché de l'emploi concurrentiel à dimension internationale⁸.

Compétences et qualifications : enseigner les « nouvelles » générations

A l'heure de traduire les qualifications professionnelles en termes de compétences, voici un enseignement qui oblige à replacer le souci pour l'Autre au cœur de la démarche formative. L'Autre pour l'enseignant étant d'abord dans ce cas les personnes en formation ; présentes de corps et absentes d'esprit, présentes virtuellement mais absentes physiquement, présentes tout simplement « autrement » et de façon interactive. Prendre en compte l'hétérogénéité des publics en formation, la diversité de leur vécu personnel, l'appréhension qu'ils ont des réflexions philosophiques et éthiques ou à la culture générale qu'ils possèdent avant l'entrée en formation, requiert une créativité et une adaptabilité pédagogique sans cesse renouvelée. Quels sont les prérequis à avoir avant l'entrée dans l'unité de formation ou le module ? A quel moment du parcours de l'étudiant proposer des contenus qui viendront s'articuler aux autres enseignements théoriques et au vécu des pratiques professionnelles ? A chaque fois et face à tout groupe spécifique, il convient de trouver l'accroche qui permettra la prise de conscience, d'offrir des outils théoriques pour comprendre les représentations sociales, de permettre un dialogue entre les personnes pour une interpellation mutuelle, d'évaluer les progressions et acquisitions dans le temps.

Au cours des années écoulées, plusieurs parcours théoriques (histoire du fait religieux, sentiment religieux et imaginaire social, laïcité et communautés d'appartenance ou de conviction, idéologies et croyances, etc.) aux méthodologies diverses (cours présentiel, travaux dirigés, blended learning) sont venus ainsi compléter l'unité de formation pour s'adapter autant à la réalité des personnes présentes dans l'auditoire, qu'à une lecture « en temps réel » des événements qui surviennent au sein de l'actualité sociale. La mobilité Erasmus enseignante (entrante et sortante), les retours d'expérience des personnes parties en stage humanitaire, les conférences internationales ou à la publication d'articles sont autant de compléments qui viennent régulièrement stimuler la recherche ou tout simplement vérifier certaines options hors des débats à relents nationalistes. Vivre en société et faire œuvre de justice en enseignant aux jeunes générations à situer Autrui dans une dimension de hauteur et d'abaissement, tel est l'expérience à laquelle ce parcours invite.

Bibliographie

- Berger, P., & Luckmann, T. (1996). *La construction sociale de la réalité*. Paris: Armand Colin.
- Bouquet, B. (2003). *Ethique et travail social. Une recherche du sens*. Paris: Dunod.
- Debray, R. (2005). *Les communions humaines. Pour en finir avec "la religion"*. Paris: Fayard.
- Fiand, I., & Jovelin, E. (2010). *Le fait religieux*. Paris: Forum. Revue de la Recherche en travail social.
- Fleury, C. (2005). *Les pathologies de la démocraties*. Paris: Fayard.
- Gauchet, M. (1985). *Le désenchantement du monde. Une histoire de la politique de la religion*. Paris: Gallimard.
- Griovis, H. (1991). *Naître à la folie*. Lyon: Laboratoires Delagrangé.

⁸ Voir à ce sujet la recherche internationale en action sociale menée par lors des conférences de Hong Kong en juin 2010 (IASSW/ICSW/IFSW), et de Bruxelles en avril 2011 (ENSACT).

- Hervieu-Léger, D., & Azria, R. (2010). *Dictionnaire des faits religieux*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Husser, J.-M. (2003, Octobre 27-30). *Religions et modernité, actes de l'université d'automne de Guebwiller*. (S. C. Buc, Éd.) Consulté le Juin 9, 2011, sur http://www.ac-grenoble.fr/histoire/didactique/general/collok/religionmodernite/religions_modernite.pdf
- Ion, J. (2005). *Le travail social en débat[s]*. Paris: La Découverte.
- Le Gaufey, G. (1991). *L'incomplétude du symbolique. De René Descartes à Jacques Lacan*. Paris: E.P.E.L.
- Le Goff, J. (1986). *La bourse et la vie. Economie et religion au Moyen Age*. Evreux: Hachette.
- Levinas, E. (1976). *Difficile liberté. Essais sur le judaïsme*. Paris: Albin Michel.
- Levinas, E. (1991). *Entre nous. Essais sur le penser-à-l'autre*. Paris: Editions Grasset & Fasquelle.
- Levinas, E. (1996). *Autrement qu'être ou au-delà de l'essence*. Paris: Kluwer Academic.
- Maclure, J., & Taylor, C. (2010). *Laïcité et liberté de conscience*. Paris: La Découverte.
- Maffesoli, M. (2007). *Le réenchantement du monde. Une éthique pour notre temps*. Paris: La Table Ronde.
- Maisondieu, J. (1997). *La fabrique des exclus*. Paris: Bayard Editions.
- Marty, F. (1990). *La bénédiction de Babel. Vérité et communication*. Paris: Cerf.
- Ménard, J. (1987). *Introduction à l'histoire des religions*. Paris: Cariscript.
- Paquet, M. (2011, Juin 3). Le travail social à l'épreuve du fait religieux. *Actualités sociales hebdomadaires*, pp. 28-31.
- Piquéras, A. (2005). *Risques et responsabilités en action sociale*. Paris: ESF éditeur.
- Schaefer, G. (2007, Juillet). *Quand l'enseignement du fait religieux participe à une compréhension nouvelle du lien social: approche éthique du Désir de l'absolument Autre à partir de la réalité française*. (I. r. Association internationale pour la formation, Éd.) Consulté le mai 24, 2010, sur Actes du Congrès 2007 - Namur: http://www.aifris.org/IMG/pdf/Schaefer_Gerard.pdf
- Schaefer, G. (2009). Perspectives internationales en travail social. Penser globalement pour agir localement. Dans B. Destremau, E. Parpaillon, C. Rollet, & G. Schaefer, *Le social dans la mondialisation*. Rennes: Presses de l'EHESP.
- Schaefer, G. (2010, Juillet). La cohésion sociale au risque de la formation des travailleurs sociaux: quand l'actualité du fait religieux interpelle la qualification des professionnels. *Forum*(128), pp. 16-22.
- Schaefer, G. (2010, June 13). *Social Work Training and International Solidarity. How Local Action Can Make Sense in a Global World?* Consulté le Janvier 3, 2011, sur 2010 Joint World Conference on Social Work and Social Development The Agenda: <http://www.swsd2010.org/en/workshops.html>
- Taylor, C. (2011). *L'âge séculier*. Paris: Seuil.
- Verdier, P., & Rosenczweig, J.-P. (1998). *Les responsabilités en travail social*. Paris: Dunod.
- Willaine, J.-P. (2010). *Sociologie des religions* (éd. 12e). Paris: Presses universitaires de France.